



Séance du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Arnoult-en-Yvelines du  
**mardi 19 septembre à 20 h 30**

- 01 - Informations
- 02 - Décisions
- 03 - Approbation du Procès-verbal de la séance du 20 juin 2017
- 04 - Approbation du Procès-verbal de la séance du 30 juin 2017
- 05 - Projets de délibérations

n°	DELIBERATION
1	Budget 2017 de la commune - Décision Modificative n° 4
2	Ressources Humaines - Ralliement à la procédure de renégociation du Contrat Groupe d'Assurance Statutaire du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Ile-de-France.
3	Ressources Humaines - Création de postes
4	Ressources Humaines - Création de 4 emplois de non titulaire à temps non complet pour accroissement temporaire d'activité pour la filière animation
5	Programme Départemental 2016-2019 d'aide aux Communes et structures intercommunales en matière de voirie – Demande de subvention départementale pour les travaux d'aménagement de voirie sur diverses voies communales.
6	Sport : Acceptation de l'offre de concours de l'USSA dans le cadre la construction d'une salle omnisports.
7	Projet de revitalisation du centre-ville : signature du Pass RuralogY entre le Conseil Départemental des Yvelines, l'Immobilière 3F et la commune de Saint-Arnoult-en-Yvelines.
8	Convention de gestion des rétablissements de communication à conclure avec la société COFIROUTE.
9	Rapport d'activités annuel 2016 du Syndicat Intercommunal pour le Traitement et la Revalorisation des déchets (SITREVA)
10	Éclairage public - Modifications des conditions de mise en service et de coupure de l'éclairage public
11	Environnement : Adhésion à la Charte pour la protection du ciel et de l'environnement nocturne.

- 06 - Questions diverses

**En Mairie, le 13 septembre 2017**



**Hôtel de Ville**

Place du Jeu de Paume . 78730 St Arnoult-en-Yvelines . Téléphone 01 30 88 25 25 . Télécopie 01 30 59 31 04

*Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.*